

COMPTE-RENDU REUNION GRAND DEBAT A BESANCON

Le jeudi 28 février 2019 de 18h à 20h à Besançon (12 rue de la famille).

3 ateliers de 8 personnes.

Thème 1 : « La fiscalité et les dépenses publiques »

Q. 1 : Quelles sont toutes les choses qui pourraient être faites pour améliorer l'information des citoyens sur l'utilisation des impôts ?

Atelier 1

- Le texte support du thème est ressenti comme très largement orienté.
- Parallèle fait avec le Royaume Uni, il est relevé que des dépenses prises en charge par l'Etat français ne sont pas prises en charge par les autres Etats.
- Plus d'heures d'éducation civique. Expliquer la citoyenneté à la jeunesse à un organisme indépendant de l'Etat pour ne pas orienter.
- Simplification du vocabulaire fiscal (vulgariser). Confier à la Cour des Comptes la rédaction d'un document annuel « vulgarisé » à destination des contribuables.
- Rapport explicatif rédigé par la Cour des comptes sur le budget N et N-1 à destination des citoyens. Ainsi que des rapports ponctuels pour les dépenses budgétaires s'étalant sur plusieurs années.

Atelier 2

- Préciser que l'impôt a une utilité dans la société.
- On peut s'apercevoir qu'il existe une imprécision dans l'utilisation des impôts.
- Peut-être donner à l'éducation nationale un rôle d'éducation de l'usage de l'impôt.
- Image trop comptable des impôts, il faut changer l'image plus humaniste plus réaliste.
- Un acte citoyen (l'impôt sur le revenu).
- Contribution à l'impôt en fonction de la charge.

Atelier 3

- Les comptes sont déjà publics, l'information existe. Il y a une information du budget de l'Etat lors de la déclaration d'impôt. C'est surtout au citoyen de se renseigner. L'école lors des cours « d'éducation civique » devrait aborder la question a fortiori au lycée.

Q. 2 : Que faudrait-il faire pour rendre la fiscalité plus juste et plus efficace ?

Atelier 1

- Réforme globale de la fiscalité.
- Faire contribuer tous les citoyens même à minima (euros symboliques).
- S'intéresser à la suppression des impôts revenant aux collectivités territoriales et compenser le « manque à gagner ».
- Revoir les aides et les défiscalisations dont bénéficie les grandes entreprises et transférer ces dispositifs aux entreprises de taille moindre et privilégier les entreprises locales.
- Réduire le nombre des divers impôts et les regrouper.

Atelier 2

- Le rôle trop important des niches fiscales du dumping fiscal et des mécanismes trop compliqués qui favorisent une évasion fiscale légale.
- Niches fiscales / évasion fiscale : il faut lutter contre.
- Avoir une fiscalité européenne ayant une cohérence.
- Le rôle des banques dans les conseils fiscaux pour payer moins d'impôts.
- La question pose souci sur les termes « plus juste » ou « plus efficace »
- Conscient que notre système contributif est solidaire.

Atelier 3

- Modifier les modalités d'optimisation fiscale qui sont injustes pour les revenus les plus faibles (seul les plus fortunés peuvent payer un conseiller et optimiser leur patrimoine).
- Changer les règles d'imposition : la domiciliation fiscale ne devrait pas pouvoir être détournée pour ne pas payer d'impôt.
- Les adhésions à des associations devraient faire l'objet d'un crédit d'impôt (aujourd'hui seuls ceux qui paient des impôts peuvent déduire la cotisation de leur impôt).
- Revoir les tranches d'imposition (plus de progressivité). Par ailleurs, les gros revenus ont un ratio de paiement des impôts très faible (comme les plus pauvres). La classe moyenne est trop imposée (au prorata de leurs revenus).
- Le débat budgétaire devrait consacrer un temps à l'égalité fiscale (qui paie quoi et qu'est-ce que cela représente pour les contribuables).

Q. 3 : Afin de réduire le déficit public de la France qui dépense plus qu'elle ne gagne, pensez-vous qu'il faut avant tout : (1 seule réponse possible, supprimer les lignes inutiles)

Atelier 1

- Aucune de ces propositions ne correspond aux suggestions faites.

Atelier 2

- Questionnaire trop orienté : le débat s'oriente sur un débat plus large.

Atelier 3

- Les réponses proposées sont trop simplistes, on devrait parler de l'efficacité de l'impôt. En outre, quand on parle de la dette de la France on ne tient pas assez compte du capital du pays. Les dépenses sont aussi des investissements.

Q. 4 : Quels sont selon vous les impôts qu'il faut baisser en priorité ?

Atelier 1

- Sans réponse.

Atelier 2

- Rétablir l'ISF.
- TVA sur les produits de première consommation.
- Geler les taxes en lien avec le carburant.
- Soulager la tranche moyenne en imposant les bénéfices des grandes entreprises qui sont pratiquement défiscalisées.

Atelier 3

- La taxe d'habitation de la résidence principale (pour tout le monde).

Q. 5 : Afin de baisser les impôts et réduire la dette, quelles dépenses publiques faut-il réduire en priorité ? (1 seule réponse possible, supprimer les lignes inutiles)

Atelier 1

- Partout celles qui sont les moins efficaces.
- Le besoin d'humains se fait ressentir mais cela demande une dépense. Le numérique et la dématérialisation se généralise et le contrôle augmente pour sécuriser l'administration.
- Pourquoi payer de la TVA sur des taxes.
- Le rôle de l'état c'est le contrôle.
- Remettre l'humain au centre (plus d'humanisme).

Atelier 2

- Les dépenses de l'Etat en priorité et les dépenses des collectivités territoriales également.

Atelier 3

- Les réponses proposées sont trop simplistes, de quelles dépenses parle-t-on ? Attention au transfert de compétence entre Etat et collectivités locales (et aux transferts ou non des financements).

Q. 6 : Parmi les dépenses de l'Etat et des collectivités territoriales, dans quels domaines faut-il avant tout des économies (supprimer les lignes inutiles) ?

Atelier 1

- Dans tous les domaines où l'exemplarité est en cause.
- Pourquoi pas se calquer sur les pays scandinaves pour les dépenses des politiques (factures des dépenses).

Atelier 2

- La défense
- La sécurité (cela dépend ce que l'on entend par sécurité)
- Autres (préciser) : réorganisation des compétences territoriales et des budgets en lien.

Atelier 3

- Autres (préciser) : Il faut optimiser les fonctionnements.

Q. 7 : Afin de financer les dépenses sociales, faut-il selon vous ... (plusieurs réponses possibles)

Atelier 1

- Contre le recul de l'âge de la retraite.
- Pour le partage du travail.
- Pour retrouver d'autres ressources et ainsi financer les dépenses.

Atelier 2

- Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales (lesquelles) : revoir le reste à vivre de chaque bénéficiaire des aides.
- Autres (préciser) : réduire le taux de chômage.

Atelier 3

- Autres (préciser) : Optimisation du fonctionnement de l'Etat.

Q. 8 : Quels sont les domaines prioritaires où notre protection sociale doit être renforcée ?

Atelier 1

- La santé et la dépendance.

Atelier 2

- La santé, le handicap et la recherche.

Atelier 3

- La santé (notamment le domaine de la prévention), la protection familiale et la dépendance.

Q. 9 : Pour quelle(s) politique(s) publique(s) ou pour quels domaines d'action publique, seriez-vous prêts à payer plus d'impôts ?

Atelier 1

- Trouver des moyens de réductions pour l'investir sur des domaines prioritaires.

Atelier 2

- La santé et la recherche autour des énergies renouvelables.

Atelier 3

- Aucun.

Q. 10 : Seriez-vous prêts à payer un impôt pour encourager des comportements bénéfiques à la collectivité comme la fiscalité écologique ou la fiscalité sur le tabac ou l'alcool ?

Atelier 1

- Envisager d'autres moyens à mettre en place.

Atelier 2

- Oui et non cela dépend des domaines.

Atelier 3

- Non.

Q. 11 : Y a-t-il d'autres points sur les impôts et les dépenses sur les lesquels vous exprimer ?

Atelier 1

- Eviter l'évasion fiscale.
- Avoir une politique de défense de la solidarité.
- Favoriser dans les TPE TPI l'emploi et une fiscalité mieux adaptée.
- Avoir une meilleure gestion de la fiscalité.
- Mettre le système à plat et rendre l'équité.
- Responsabiliser les gens face à l'impôt et son utilité.

Atelier 2

- Le débat est trop orienté, c'est une hypocrisie démocratique.
- Renationaliser les biens communs.
- Les entreprises de main d'œuvre sont plus pénalisées que les entreprises automatisées : est-ce normal ?

- Proposition de suppression de certaines agences nationales recevant les fonds sans transparences sur leur dépense.

Atelier 3

- Il faudrait promouvoir la participation à l'impôt. Aujourd'hui la priorité est à l'optimisation fiscale (voire à l'évasion).
- Il conviendrait de travailler à une meilleure répartition des dépenses (pourquoi construire un deuxième porte avion, pour défendre quoi ? si encore c'était un projet européen).
- Il est nécessaire de rétablir l'ISF.
- Ne plus mettre en place le CICE qui est coûteux et inefficace (ex : le coût de création d'un emploi par le CICE est d'environ 200 000 €).

Thème 2 : « La transition écologique »

Q. 1 : Quel est aujourd'hui pour vous le problème concret le plus important dans le domaine de l'environnement ?

Atelier 1

- Autres, précisez : être conscient qu'il s'agit d'une urgence : les jeunes sont plus conscients que les anciens.

Atelier 2

- Autres, précisez : toutes les thématiques doivent être prises en compte, c'est un problème global.

Atelier 3

- La pollution de l'air
- L'érosion du littoral
- Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse)
- La biodiversité et la disparition de certaines espèces

Q. 2 : Que faudrait-il faire selon vous pour apporter des réponses à ce problème ?

Atelier 1

- Changer notre mode de vie car une prise de conscience le nécessite.
- Limiter le gaspillage alimentaire.
- Pour la pollution de l'air : recréer des espaces verts et des zones humides pour éviter l'artificialisation du sol.
- Pour l'empreinte carbone le télétravail peut être une solution.
- Faire payer les pollueurs : calculer et intégrer l'empreinte carbone et de pollution dans les produits.
- Intégrer le coût carbone dans les produits.

Atelier 2

- Appliquer les dispositions déjà votées.

Atelier 3

- Travailler sur la responsabilité de chacun. Donner des moyens au ministère de l'environnement (autonomie, moyens d'action) lui donner autorité hiérarchique sur le ministère de Bercy, afin de peser véritablement sur la stratégie de l'Etat.

Q. 3 : Diriez-vous que votre vie quotidienne est aujourd'hui touchée par le changement climatique ?

Atelier 1

- Oui : il fait chaud pendant les saisons froides, le climat est perturbé. Il faut réfléchir avec les autres populations de la planète.

Atelier 2

- Oui.

Atelier 3

- Oui : réchauffement climatique, sécheresse, manque d'eau ; aujourd'hui la planète va mal et cela joue sur notre moral (surtout chez les jeunes).

Q. 4 : À titre personnel, pensez-vous pouvoir contribuer à protéger l'environnement ?

Atelier 1

- Oui :
 - La récupération de l'eau.
 - Implication au débat.
 - Achat de produits responsables (produits de saison).
 - Installer des économiseurs d'eau.
 - Taxe aux pollueurs.

Atelier 2

- Oui.

Atelier 3

- Oui : nous pouvons gérer nos données pour éviter le big-data (les serveurs consomment beaucoup d'énergie). Nous pouvons privilégier les achats éco-responsables, éviter de ne penser qu'au prix et prendre en considération le coût écologique des produits ; développer les circuits courts et l'autonomie alimentaire ; rationaliser notre consommation de l'électricité et de l'eau (éviter les gaspillages).

Q. 5 : Pensez-vous que vos actions en faveur de l'environnement peuvent vous permettre de faire des économies ?

Atelier 1

- Oui : en majorité avec des dépenses d'investissement. Il faut faire l'avance des frais et donc avoir la possibilité de dégager des moyens pour permettre l'investissement et donc appuyer sur la fiscalité.

Atelier 2

- Oui.

Atelier 3

- Oui.

Q. 6 : Qu'est-ce qui pourrait vous inciter à changer vos comportements comme par exemple mieux entretenir et régler votre chauffage, modifier votre manière de conduire ou renoncer à prendre votre véhicule pour de très petites distances ?

Atelier 1

- Apprendre à prendre le temps permettrait de mieux aborder notre environnement.

Atelier 2

- Crédit d'impôt pour encourager les dispositifs plus économiques.
- Imposer dans le cahier des charges des dispositifs écologiques.
- Demander à l'Etat de montrer l'exemple au niveau de ses infrastructures.
- Confier la pose de dispositifs écologiques à des entreprises indépendantes et nationalisées (exit le secteur privé).

Atelier 3

- Il convient de récompenser les bons comportements (ex. des bonus quand on marche [application Smartphone]) ou baisser les assurances pour les bons comportements (ex. réglage régulier de la chaudière par un installateur agréé).

Q. 7 : Quelles seraient pour vous les solutions les plus simples et les plus supportables sur un plan financier pour vous inciter à changer vos comportements ?

Atelier 1

- Taxer en fonction de l'empreinte carbone.
- Les politiques ont la possibilité de montrer la voie et l'éducation.

Atelier 2

- Education citoyenne.

Atelier 3

- L'écologie n'est pas forcément punitive et coûteuse. On pourrait limiter autoritairement le trafic aérien ou maritime ; optimiser la diététique et limiter l'effet des lobbies (ex. limiter la production de bœuf et améliorer la qualité).
- Développer l'information sur l'impact, en termes de pollution, de certains produits (Smartphone...), éviter le suremballage, etc.

Q. 8 : Par rapport à votre mode de chauffage actuel, pensez-vous qu'il existe des solutions alternatives plus écologiques ?

Atelier 1

- Oui : développer l'isolation.

Atelier 2

- Oui.

Atelier 3

- Oui.
- Il est important que les solutions soient mutualisées pour être plus simples à mettre en œuvre (ex : chaudière commune).

Q. 9 : Diriez-vous que vous connaissez les aides et dispositifs qui sont aujourd'hui proposés par l'État, les collectivités, les entreprises et les associations pour l'isolation et le chauffage des logements, et pour les déplacements ?

Atelier 1

- Non.

Atelier 2

- Non.

Atelier 3

- Non.

Q. 10 : Avez-vous pour vos déplacements quotidiens la possibilité de recourir à des solutions de mobilité alternatives à la voiture individuelle comme les transports en commun, le covoiturage, l'auto-partage, le transport à la demande, le vélo, etc. ?

Atelier 1

- Oui en agglomération.
- Non à la campagne.

Atelier 2

- Oui.

Atelier 3

- Oui
- La ponctualité, le coût et la fréquence des transports en commun. La bonne organisation afin que tout le monde puisse en profiter (il faut une organisation globale).
- La municipalité ou l'intercommunalité.

Q. 11 : Pensez-vous que les taxes sur le diesel et sur l'essence peuvent permettre de modifier les comportements des utilisateurs ?

Atelier 1

- Oui.

Atelier 2

- Oui.

Atelier 3

- Non.

Q. 12 : À quoi les recettes liées aux taxes sur le diesel et l'essence doivent-elles avant tout servir ? (1 seule réponse possible)

Atelier 1

- Les taxes se doivent d'être attribuées au budget global et ensuite le gouvernement les répartit.

Atelier 2

- A financer des investissements en faveur du climat.

Atelier 3

- A financer des investissements en faveur du climat.

Q. 13 : Selon vous, la transition écologique doit être avant tout financée (1 seule réponse possible) :

Atelier 1

- Les deux.

Atelier 2

- Les deux.

Atelier 3

- Par le budget général de l'Etat.

Q. 14 : Et qui doit être en priorité concerné par le financement de la transition écologique ? (plusieurs réponses possibles) :

Atelier 1

- Tout le monde.

Atelier 2

- Tout le monde.

Atelier 3

- Tout le monde.

Q. 15 : Que faudrait-il faire pour protéger la biodiversité et le climat tout en maintenant des activités agricoles et industrielles compétitives par rapport à leurs concurrents étrangers, notamment européens ? (1 seule réponse possible) :

Atelier 1

- Cofinancer un plan d'investissement pour changer les modes de production.
- Favoriser la permaculture au lieu d'une production intensive avec des lobbyistes.

Atelier 2

- Cofinancer un plan d'investissement pour changer les modes de production.

Atelier 3

- Cofinancer un plan d'investissement pour changer les modes de production.

Q. 16 : Que pourrait faire la France pour faire partager ses choix en matière d'environnement au niveau européen et international ?

Atelier 1

- Tenir nos engagements tels qu'ils ont été ciblés.

Atelier 2

- Solliciter l'harmonisation des normes européennes en matière environnementale.
- Meilleure information du consommateur sur les produits.
- Privilégier les circuits courts en matière d'achat alimentaire.

Atelier 3

- Respecter ses engagements et devenir plus exemplaire.

Q. 17 : Y a-t-il d'autres points sur la transition écologique sur lesquels vous souhaiteriez vous exprimer ?

Atelier 1

- Faire vite car il y a urgence.
- Œuvrer pour montrer au reste de la planète la nécessité d'agir rapidement et de manière efficace.

Atelier 2

- Sensibilisation dès la petite école aux problématiques en lien avec l'écologie et la transition.

Atelier 3

- Le problème le plus alarmant consiste dans le fait que les erreurs écologiques auront des conséquences dans l'avenir plus que dans le présent (ex. la nappe phréatique).
- Il faut interdire le glyphosate et les produits polluants, surtout pour les particuliers.
- Attention à la voiture électrique : le recyclage de la batterie n'est pas au point ni même leur production (transfert de la pollution vers les pays qui fournissent les matières premières).
- Il faut arrêter de mentir (la voiture électrique pollue, le sac plastique en maïs reste très polluant) il faut des informations fiables !
- Certaines villes ont des transports en commun gratuits. Pourquoi pas les autres ?
- Pourquoi taxer le coût de l'essence : il faut obliger les constructeurs à baisser les consommations de leur prototype.
- Il faut taxer les produits importés qui dégradent l'environnement.
- Revoir le montant des aides pour la transition écologique afin d'être plus incitatif.
- Il est impératif de renforcer le pouvoir du ministère de l'écologie (ex. le ministère des transports devrait être rattaché au ministère de l'écologie).
- Il faut homogénéiser la législation sur le transport au niveau européen.
- On veut une politique plus écologique, plus stratégique et moins fiscale !